

Dans les collèges de l'académie, l'assouplissement de la réforme Vallaud-Belkacem n'a permis qu'à la marge le rétablissement d'enseignements car les financements n'ont pas suivi. Nous continuons à demander un pilotage académique de la carte des langues (vivantes et anciennes) seul à même de limiter des effets de concurrence entre établissements dans le cadre de leur autonomie et le financement en heures poste des besoins qui en découlent. L'annonce du ministre Blanquer sur le dispositif « devoirs faits » laisse les enseignants sceptiques. Car si nous sommes favorables à l'objectif d'aider les élèves à faire leur travail scolaire pour lutter contre les inégalités sociales, nous considérons que les réponses apportées, notamment en termes d'encadrement ne sont pas à la hauteur. Nous ne pensons pas qu'un accompagnement par des jeunes recrutés en service civique permettra de lever les blocages et les implicites scolaires qui accompagnent le plus souvent les difficultés scolaires. Si cette mission est assurée par des AED ce sera au détriment des vies scolaires à moins de recrutements supplémentaires. Quant à la coordination de ce dispositif, il nécessite de dégager du temps aux enseignants pour sa mise en œuvre.

Dans les lycées, les inquiétudes sont fortes également. Les annonces du Ministre Blanquer sur le bac interrogent. Que signifie le Ministre lorsqu'il dit vouloir « muscler » le bac ? S'il s'agit d'en limiter le nombre d'épreuves terminales en introduisant du contrôle continu ou l'augmentation du contrôle en cours de formation, nous nous y opposerons résolument car nous sommes attachés au bac comme diplôme national anonyme, ayant la même valeur sur l'ensemble du territoire - ce qui ne serait pas compatible avec l'introduction ou le renforcement d'un contrôle continu géré localement. Nous ne sous-estimons pas non plus toutes les difficultés liées à l'organisation d'évaluations certificatives en cours d'année et son impact négatif sur le temps scolaire. Enfin nous ne pensons pas qu'il faille corréler la réflexion sur le bac aux problèmes rencontrés pour les affectations à l'université en cette rentrée car ils sont essentiellement dus à un déficit de places à l'université comme dans les filières courtes que sont les BTS et les DUT.

Enfin la volonté du Ministre Blanquer de renforcer l'autonomie des établissements nous préoccupe. Outre le fait que renforcer l'autonomie renforcera les inégalités entre établissements, nous récusons l'idée qu'une partie des enseignements ou de leur organisation soient définies localement. Comme nous récusons l'idée que le chef d'établissement puisse choisir ses enseignants. Les quelques expérimentations menées en ce sens ont été un échec et on voit mal comment le système éducatif pourrait globalement ne pas pâtir de telles logiques.